

## **Appel à la résistance de l'A.G. inter-pro de Liévin, à l'initiative du SNES**

L'AG inter-pro de Liévin a réuni des professeurs du SNES (Darras, Béhal, Condorcet, Picasso), de SUD, de la CGT (Robespierre), des lycéens en lutte de Darras et Picasso, des délégués de l'UL CGT de Liévin, des cheminots CGT de Lens, des militants syndicaux du CHL...

**Tous constatent l'extrême gravité des attaques du gouvernement contre les acquis sociaux.** Scandaleusement, des dirigeants du MEDEF (édito de D. Kessler dans *Challenges*) félicitent Sarkozy de « *démanteler le programme du Conseil National de la Résistance* » !

**A l'arrière-plan de ces attaques, l'engagement anti-social de l'Union européenne** (*accords de Barcelone* portant privatisation de l'énergie et recul de l'âge de la retraite dans toute l'UE, *processus de Lisbonne* conduisant à la privatisation de l'enseignement, sommation faite à la France par la Banque de Francfort d'avoir à baisser ENCORE PLUS « la dépense publique », etc.).

### ***Cela se traduit notamment par :***

- la casse de l'enseignement public** : 11000 suppressions de poste, baisse massive des recrutements au concours ;
- la loi L.R.U. dite loi Pécresse, votée en août dans le dos des étudiants, qui met les facs en concurrence et les soumet au financement des patrons.** Or « qui paie les musiciens choisit la musique » : tôt ou tard, cette autonomie sous contrôle patronal aboutira à la privatisation des facs et à l'inégalité des étudiants devant les diplômes et les qualifications.
- la dé-sectorisation, qui met les lycées et collèges publics en concurrence et créera inévitablement des lycées d'élite et des lycées ghettos en détruisant la valeur nationale du bac** ; ce ne sont pas les lycéens qui choisiront leur lycée, ce sont les lycées « bien vus » qui choisiront leurs lycéens, les autres prendront ce qui restera !
- la casse des retraites** : après la brutale attaque contre les régimes spéciaux, **Fillon veut imposer à TOUS les salariés 41 annuités, le MEDEF réclamant déjà 42 !** Avec les **décotes**, cela se traduira par une **forte baisse des pensions**, avec montée des retraites par capitalisation, risquées et inaccessibles aux salariés modestes ;
- la destruction de la Sécu (« franchises médicales » et le dé-remboursement de nombreux médicaments)** ;
- la mise à mort du statut de la Fonction publique** qui garantit aux fonctionnaires l'indépendance par rapport au pouvoir politique, aux Eglises et au patronat ; **sans statut de la fonction publique, finie la laïcité de l'école !**
- destruction du Code du travail : mise en place d'un super-CPE** sous le nom de « contrat de travail unique » ;
- privatisation des services publics** appartenant à la nation : après Renault, France-Télécom, les banques, l'aéronautique, les autoroutes, etc., c'est le tour d'**EDF-GDF** avec de graves risques pour la sécurité des centrales nucléaires... et pour les factures d'électricité et de gaz des particuliers !
- poursuite des **délocalisations et des plans de licenciements** dans l'industrie privée pour augmenter les profits du grand patronat (Nexans, Dumeste, Synavi, Zins, etc.) en surexploitant le tiers monde ;
- pour imposer ces régressions dignes de M. Thatcher, **le pouvoir aggrave la répression, limite le droit de grève, quadrille les médias**, prétend faire voter une *constitution européenne bis* au parlement en contournant les résultats du référendum de mai 2005 ; **la démocratie est en danger !**

Enfin, le **POUVOIR D'ACHAT de tous ceux qui vivent de leur travail** (et de ses dérivés : remboursements Sécu, retraites, indemnités chômage) **recule lourdement** alors que le travail est de plus en plus dur, que **les produits de base augmentent...** et que **les profits capitalistes et les plus-values boursières battent tous les records !**

**Ca ne peut plus durer** : alors que la productivité du travail était bien moindre qu'aujourd'hui, la France a pu mettre en place en 36, 45 et 68 de grands acquis sociaux. **A qui donc sont allés les gains de productivité**, sinon à ces actionnaires milliardaires proches du pouvoir qui profitent des privatisations et des délocalisations ? **Pourtant, ce sont les modestes droits des salariés, pensionnés et chômeurs que le gouvernement attaque, tout en faisant d'énormes cadeaux fiscaux aux gens les plus riches.** Cette baisse du salaire réel des travailleurs porte atteinte, indirectement, au pouvoir d'achat des artisans et petits commerçants.

### **C'est pourquoi l'AG inter-pro :**

- refuse la manière dont les médias cultivent la division entre travailleurs** : les vrais privilégiés ne sont pas les cheminots, ni les fonctionnaires qui travaillent dans des conditions de plus en plus dures, mais les grands actionnaires du CAC 40 ;
- soutient les courageux étudiants et lycéens en grève**, les fonctionnaires qui défendent le pouvoir d'achat et les services publics de tous, les salariés du privé (métallurgie...) qui défendent l'emploi de tous ;

**TOUS EN RESISTANCE CONTRE CE POUVOIR REACTIONNAIRE  
QUI DETRUIT TOUT CE QUE NOS ANCIENS  
ONT CONQUIS PAR LA GREVE, et SOUVENT AU PRIX DE LEUR SANG !**